

Le pouvoir aux travailleurs

19 Avril 2009

N° 153

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<u>EDITORIAL :</u>	
- POURQUOI LA COTE D'IVOIRE EST-ELLE DEVENUE UN PAYS PAUVRE TRES ENDETTE ?	2
- GBAGBO DENONCE LES GREVES POUR LES SALAIRES, DANS LA FONCTION PUBLIQUE	3
- ADO AU MARCHÉ D'ADJAME : UNE VISITE QUI NE PERMET PAS DE VOIR LE PANIER VIDE DE LA MENAGERE !	3
- « OPERATION VILLE PROPRE » : BEUCOUP DE BRUITS POUR TRES PEU D'ACTION	4
- NON A L'AUGMENTATION DU PRIX DE L'ELECTRICITE !	5
- MORTS AU STADE FHB : LES LARMES HYPOCRITES DES DIRIGEANTS	5 - 6
- LA CNPS EST COMPLICE DES PATRONS	7
- LES CONDITIONS REVOLTANTES DES TRAVAILLEURS A LA RETRAITE	7 - 8
- LES ENSEIGNANTS ATTENDENT CE QUI LEUR A ETE PROMIS	8
- PORT AUTONOME D'ABIDJAN : LES DOCKERS FACE AUX MEPRIS DE LA DIRECTION ET DES AUTORITES GOUVERNEMENTALES	8 - 9
- GRACE À LEUR MOBILISATION, LES TRAVAILLEURS DE LA SONITRA SE FONT RESPECTER.	9 - 10
- IL Y A 20 ANS ECLATAIT LE CONFLIT ENTRE LE SENEGAL ET LA MAURITANIE	11 - 13

POURQUOI LA COTE D'IVOIRE EST-ELLE DEVENUE UN PAYS PAUVRE TRÈS ENDETTE ?

Suite à la demande de ses dirigeants, ce pays vient d'être classé dans la catégorie PPTÉ (Pays pauvre très endetté). A ce titre il bénéficiera de quelques faveurs de la part de ses créanciers ainsi que d'une enveloppe de 205 milliards de Cfa de la part du Fonds Monétaire International.

Il y a quelques dizaines d'années ce pays était considéré comme étant « la vitrine de l'Afrique ». Ses dirigeants successifs ne se gênaient pas d'étaler leur richesse sous forme de « réceptions » offertes aux gens de leur milieu, pour marquer chaque milliard nouveau atteint par leur fortune. Yamoussoukro qui n'était qu'un petit village parmi d'autres a été métamorphosé en quelques années pour abriter des hôtels de luxe, un palais présidentiel, un terrain de golf pour milliardaires, plusieurs lacs artificiels, une basilique et bien d'autres réalisations et monuments sensés marquer la richesse du pays et la présumée grandeur des dirigeants de cette époque. De toute évidence les caisses de l'Etat étaient relativement bien garnies du fait que les recettes du café, du cacao, des bois précieux et des fruits tropicaux étaient plus importantes qu'elles ne le sont aujourd'hui.

Et bien il a suffi de quelques dizaines d'années pour que ce pays dégringole au stade où il se trouve actuellement. Malheureusement il n'est pas le seul sur ce continent ou ailleurs à connaître une telle chute. La plupart des pays dont on disait qu'ils étaient « en voie de développement » sont devenus sous-développés. A l'exemple de ce pays, de nombreux autres ont des difficultés à rembourser les emprunts contractés par les dirigeants dans le passé. Une partie de cet argent a servi à construire des routes, des ponts et des infrastructures utiles au bon fonctionnement de la société. Mais la grande partie de ces sommes a été dilapidée par les clans qui se sont succédé au pouvoir ou engloutie dans les commandes d'armement et autre.

Pour marquer l'évènement que constitue à ses yeux le classement du pays au rang de PPTÉ, Gbagbo a tenu à s'adresser à la population pour dire son contentement. Pourtant il n'y a vraiment pas de quoi pavoiser devant un tel bilan. Il a dit aussi dit qu'il est « fier d'avoir honoré » les dettes depuis qu'il est au pouvoir. Ce serait 400 à 500 milliards de francs que ce pays débourse chaque année aux institutions prêteuses. Le total des sommes ainsi pompées au fil des ans représente un chiffre colossal. L'aumône de 205 milliards qui remplit de joie le président est une somme ridicule en comparaison avec la saignée que représente le remboursement des créances.

Mais même cette somme, à quoi va-t-elle servir? Les hôpitaux publics où chaque jour des personnes meurent par manque de soins, par manque de médicaments ; où les malades de condition modeste n'ont d'autres choix que celui d'être allongés à même le sol ou sur une natte, se verront-ils attribuer ne serait-ce qu'une partie de cette somme ? Les écoles publiques et les universités qui toutes souffrent du manque d'équipement, de salles, d'enseignants bien formés et en nombre suffisant, bénéficieront-elles d'une augmentation de leur budget ? Chacun est en droit d'en douter, vu que ni le président ni aucun de ses ministres ne se sont exprimés sur l'utilisation qu'ils comptent en faire.

On peut être sûr que cet argent ne sera pas perdu pour tout le monde. Il fera certainement le bonheur de tous ceux qui gravitent autour de la mangeoire gouvernementale. Houphouët Boigny en son temps disait qu'il ne fallait pas regarder dans la bouche des grilleurs d'arachide. Il faisait ainsi allusion à son entourage qui se servait dans les caisses publiques. Il connaissait certainement bien ses hommes, lui qui a fait fortune à la tête de l'Etat ! Après tout, c'est vrai aussi qu'en comparaison au pillage perpétré par les trusts, les banquiers et les capitalistes de toutes sortes sur la sueur des travailleurs du monde entier, nos dirigeants font figure de « grilleurs d'arachide ».

Tout cela est choquant. Les travailleurs de ce pays, que nous soyons du secteur public ou que nous exerçons dans les entreprises privées; les gens qui effectuent des petits métiers indispensables au bon fonctionnement de la société, nous sommes tous en droit d'exiger que ces 205 milliards soient au moins utilisés de façon utile à la population. C'est grâce à notre travail que les richesses sont produites. Il est normal qu'on nous doive des comptes sur leur utilisation.

GBAGBO DENONCE LES GREVES POUR LES SALAIRES, DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Dans une interview qu'il a accordée à l'occasion des 70 ans d'existence de l'école militaire de Bingerville, Gbagbo a déclaré que quand il était enseignant, il a fait beaucoup de grèves mais *« jamais pour demander des augmentations de salaires à l'Etat »*. Il a ajouté que *« quand l'employeur qu'est l'Etat dit qu'il n'a pas les moyens de satisfaire à l'exigence financière, faire une grève n'a pas de sens »*.

Les mauvaises langues pourraient lui répondre que lorsqu'il était dans l'opposition, comme il l'a

récemment avoué lui-même, il mangeait dans la main des dictateurs Omar Bongo du Gabon et de Compaoré du Burkina !

En fait, Gbagbo craint surtout que les enseignants remettent sur la table leurs revendications salariales, sachant que le gouvernement vient d'empocher plusieurs milliards de francs du Fmi et de la Banque mondiale. D'autant plus, si les enseignants ouvrent la voie à une extension des luttes, parmi les petits fonctionnaires, beaucoup pourraient suivre.

ADO AU MARCHÉ D'ADJAME : UNE VISITE QUI NE PERMET PAS DE VOIR LE PANIER VIDE DE LA MENAGERE !

Le 15 avril dernier, ADO, président du RDR a visité avec son épouse les différents marchés d'Adjamé. Ils voulaient, disaient-ils, rencontrer les commerçantes pour s'imprégner de leurs réalités quotidiennes et connaître les prix des denrées alimentaires.

Ce n'est pas la première fois qu'un candidat à la présidentielle se rend à Adjamé. Personne ne s'est trompé sur les vraies raisons de cette visite qui avait un fort relent de pré campagne.

Car ce n'est pas en une simple visite qu'on peut se rendre compte de ce que vivent les populations ! Ce n'est pas en quelques minutes qu'on peut comprendre la révolte, l'angoisse de la ménagère qui sait qu'il n'y en a pas assez dans son panier pour satisfaire toute sa famille, ou celle de la

commerçante en proie aux rackets des « forces de l'ordre » !

Le président du RDR a déjà été aux commandes de ce pays, il n'ignore pas les réalités et ce n'est pas par ses mesures sociales qu'il s'est fait remarquer. Il n'a pas hésité à mettre à la rue des dizaines de milliers de travailleurs, à instaurer des salaires à double vitesse, la carte de séjour et d'autres mesures impopulaires. Lui qui disait que « le secteur informel constitue la plaie de ce pays » a dû se rendre compte que le marché d'Adjamé est précisément rempli de petits vendeurs grâce à l'activité desquels des milliers de petites gens peuvent se nourrir et se vêtir.

ADO est un démagogue qui vient dans les marchés pour se faire bien voir par le petit peuple qui fréquente ces lieux. Mais en matière de démagogie son adversaire au pouvoir a une longueur d'avance.

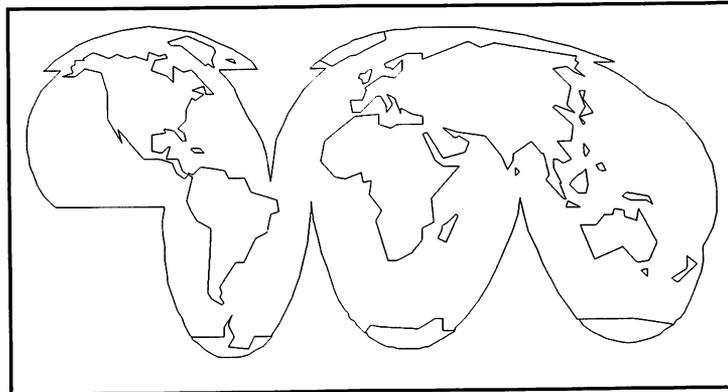
**« OPERATION VILLE PROPRE » :
BEAUCOUP DE BRUITS POUR TRES PEU D'ACTION**

Annoncé à cor et à cris à travers une grosse campagne médiatique, la « campagne de salubrité » n'a pas été à la hauteur du battage médiatique fait autour d'elle. C'est le moins qu'on puisse dire. Pour ne prendre que l'exemple d'une commune comme Abobo où vit plus de la moitié de la population abidjanaise, elle croule toujours sous le poids des ordures. Les bennes de ramassage sont toujours aussi rares que d'habitude. Le rond point central et tous les points de

collecte débordent continuellement d'ordures dégageant des odeurs pestilentielles. Tous les autres quartiers populaires de la ville sont soumis à la même réalité nauséabonde.

Les autorités font croire qu'elles ont décaissé des milliards pour lutter contre l'insalubrité. La vérité c'est que cet argent n'a pas servi à ce à quoi on devait s'attendre, mais a probablement atterri dans les comptes en banque de quelques ordures bien placées.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

NON A L'AUGMENTATION DU PRIX DE L'ELECTRICITE !

Le gouvernement vient d'autoriser la CIE à augmenter de 10% le prix de l'électricité, pour les compteurs supérieurs à 5 ampères.

Cette mesure révoltante montre à quel point les hauts dignitaires de ce pays vivent à mille lieux de la situation catastrophique dans laquelle vit la grande majorité de la population de ce pays.

Aujourd'hui, même ceux qui ont un revenu régulier ont d'énormes difficultés, ne serait-ce que pour se nourrir. Comment peut-il en être autrement, quand on sait que les salaires sont bloqués depuis des décennies alors que, dans le même temps, tous les prix des produits de première nécessité ont augmenté, rendant ainsi inaccessibles les choses les plus élémentaires à la vie de tous les jours ?

Pour faire croire que cette mesure ne touchera pas les plus pauvres, le gouvernement a épargné les compteurs limités à 5 ampères.

Mais dans la réalité, les plus pauvres n'ont, justement, même pas de compteur chez eux. Qui a donc les moyens pour payer 60.000 Fr pour l'installation d'un compteur ? Du coup, les plus pauvres, ceux qui habitent dans les quartiers périphériques, sont obligés de payer le courant au prix fort auprès de ceux qui vendent du courant en circuits parallèles. Il est clair que ceux-là trouveront encore une fois-là un bon prétexte pour augmenter leur prix de vente aux plus pauvres.

Absolument rien ne justifie cette augmentation décidée par le gouvernement, mis à part satisfaire le capitaliste Bouygues. Il ne peut même pas prétexter une augmentation du prix du pétrole sur le marché mondial, puisque de 140 euros le prix du baril est tombé à 50 euros !

Alors ce qu'on peut souhaiter, c'est que cette augmentation décidée par le gouvernement, si elle se concrétise, entraîne la colère des plus pauvres et lui reste en travers de la gorge !

MORTS AU STADE FHB : LES LARMES HYPOCRITES DES DIRIGEANTS

Le 29 mars dernier, il y a eu 19 morts et 132 blessés selon les sources officielles, avant le match Côte d'Ivoire - Malawi. Ce drame est dû à plusieurs facteurs. Mais le plus important, c'est qu'il y a eu trop de tickets vendus. En effet pour 35 000 places que compte le stade, ce sont près de 45 000 tickets qui ont été vendus. Le comité avait toute latitude pour anticiper le désordre

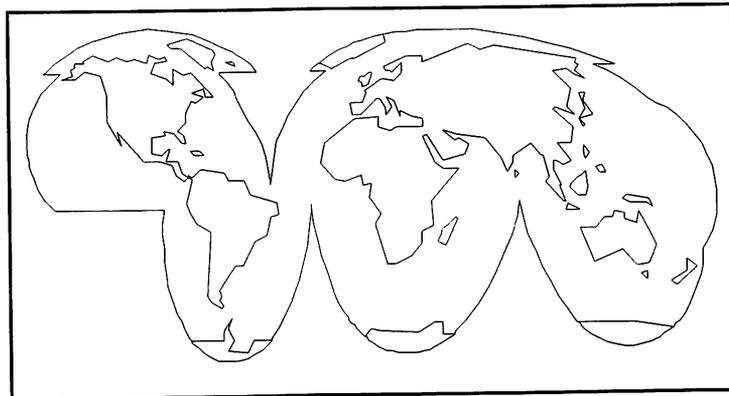
vu qu'il savait qu'il y aurait au moins 10 000 supporters mécontents. Au lieu de ça, les « forces de l'ordre » chargées de la sécurité y ont vu une occasion supplémentaire de gagner de l'argent en monnayant l'entrée. Lorsque la bousculade a commencé parmi ceux qui étaient encore dehors, les agents ont usé de gaz lacrymogène amplifiant la panique.

L E U R S O C I E T E

Sous prétexte de déterminer les causes exactes du drame, les responsables de l'impression des tickets et de l'organisation des compétitions de la FIF ont été appréhendés dans un premier temps. Puis ils ont été relaxés sans qu'on sache leur responsabilité exacte. C'est de la même façon que des responsables tiennent des discours pour dédouaner les « corps habillés » qui étaient ce jour là sur le terrain.

Cette enquête ira grossir la liste de toutes les autres qui n'ont jamais abouti. Et ce ne sont pas les larmes de crocodile versées par le premier responsable qui changeront quelque chose. Car dans ce pays où l'enrichissement illicite est la norme souvent au mépris de la vie des populations comme l'affaire des déchets toxiques, c'est encore l'appât du gain facile qui a tué !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LA CNPS EST COMPLICE DES PATRONS

La Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) a décidé que ce mois d'avril sera le mois de la « prévention ». Elle parle d'initier des actions pour informer les travailleurs et la population sur les risques professionnels. Ce n'est pas une mauvaise chose d'informer les travailleurs. Eux qui sont chaque jour exposés à des risques sur le lieu de travail ! Mais ce n'est pas suffisant si pendant ce temps les patrons ont les mains libres pour agir comme ils le veulent.

Prenons le cas de cette couturière de Filtisac. Elle s'assoit pour coudre sur un simple tabouret sans dossier pour soutenir son dos. Après près de 20 ans dans cette position inconfortable et pénible, cela lui a complètement abîmé le dos. Elle souffre énormément aujourd'hui et a même dû subir une opération. C'est d'ailleurs ainsi dans la plupart des usines où les patrons font travailler leurs employés sans masque à gaz ni gants alors qu'ils utilisent des produits toxiques ! Cela les expose à toutes sortes de maladies et aux accidents. De nombreux travailleurs n'ont ne

serait-ce qu'un simple cache-nez ou un masque pour se prémunir contre la poussière. Sans compter les machines défectueuses, le personnel insuffisant.

C'est ça la réalité ! C'est dans ces conditions dangereuses que les patrons exploitent leurs salariés ! Ils ne respectent ni les consignes d'hygiène ni celles de sécurité. Pour eux c'est d'abord et avant tout le profit.

La CNPS n'est pas sans ignorer cela. Son rôle est de passer pour vérifier les conditions d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail. Quand d'aventure, les contrôleurs en prévention de la structure passent sur les chantiers ou les usines, ils font des rapports qui s'en vont probablement moisir dans les tiroirs.

Ce ne sont pas les patrons qui seront inquiétés. Ils sont assurés de bénéficier du laxisme de l'Etat. Car des lois existent mais ne sont pas appliquées.

Les dirigeants de la CNPS savent très bien où se trouvent les vrais problèmes, qu'ils ne viennent pas nous jouer la comédie !

LES CONDITIONS REVOLTANTES DES TRAVAILLEURS A LA RETRAITE

Voici un témoignage sur les conditions d'existence misérables des travailleurs à la retraite.

« L'histoire de ce travailleur à la retraite de mon quartier est semblable à celle des milliers de retraités. Après plus de trente ans de service dans une entreprise privée pour enrichir son patron, il se retrouve aujourd'hui sans

toit. Sa pension ne suffit pas pour lui permettre de couvrir toutes ses dépenses. Il a donc accumulé des arriérés de loyers. Alors pour ne pas croiser le propriétaire de la maison, il quittait chaque jour son logement avant cinq heures du matin. Mais ne pouvant plus mener cette vie de cache-cache avec celui-ci, il a dû finalement quitter la maison pour se

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

trouver un abri avec sa famille sous les lignes électriques de haute tension dans la commune d'Adjamé ».

Des cas comme celui de ce retraité, il y en a certainement des

milliers. Cette société capitaliste est injuste. Ceux qui travaillent à produire des richesses ne profitent jamais du fruit de leur travail. A leur retraite, ils deviennent des laissés-pour-compte.

LES ENSEIGNANTS ATTENDENT CE QUI LEUR A ETE PROMIS

Dès le début du mois de mars, les enseignants du secondaire général et technique avaient entamé un mouvement de grève qui avait duré deux semaines. Pour qu'ils reprennent les cours, ils avaient été reçus par Laurent Gbagbo. Ce dernier avait pris des mesures immédiates concernant les enseignants arrêtés et les salaires retenus pour cause de grève. Pour ce qui est de la revalorisation de la grille salariale, le président avait demandé aux enseignants de patienter jusqu'en

fin mars, quand la Côte d'Ivoire serait élue au PPTTE et obtiendrait par conséquent des prêts du FMI.

Aujourd'hui, Gbagbo a obtenu ce qu'il voulait mais les enseignants attendent toujours la signature du décret de revalorisation les concernant. Certainement que les autorités attendent que les enseignants frappent de nouveau sur la table pour qu'elles se penchent de nouveau sur leur situation.

PORT AUTONOME D'ABIDJAN : LES DOCKERS FACE AUX MEPRIS DE LA DIRECTION ET DES AUTORITES GOUVERNEMENTALES

Depuis plusieurs mois, les dockers sont en négociation avec les autorités portuaires. Le 22 avril une énième rencontre est prévue entre, d'un côté, les représentants de la CNDD, syndicat des dockers, et de l'autre, les autorités portuaires et les représentants du gouvernement.

Rappelons qu'en décembre 2008 les docks avaient été paralysés pendant une semaine par la grève des dockers à la suite de la décision de la SEMPA, le syndicat patronal employeur des dockers, d'imposer une assurance obligatoire d'un coût de 18.000 F par mois et par travailleur. C'est la goutte d'eau qui fit déborder le

vase. Les dockers se mirent en grève en mettant à l'ordre du jour toutes les autres revendications concernant : le temps de travail, le taux horaire, les différentes indemnités liées à la fonction de docker.

L'ouverture des négociations entre les deux parties avait donné lieu à la suspension du mot d'ordre de grève. Mais depuis lors les patrons et les représentants du gouvernement ont fait traîner les choses en espérant que cela allait mettre un terme à la mobilisation. Comme les travailleurs restaient mobilisés, les patrons ont lâché sur quelques points : 2 500F en plus sur la prime de transport par

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

mois et la somme de 200F comme compensation de transport pour les dockers non permanents qui s'étant rendu au port, n'ont pas pu avoir du travail. Mais en ce qui concerne la demande des travailleurs à être embauchés directement par le port, la révision du taux horaire, la diminution du temps de travail qui est de 12 heures par jour ainsi que le paiement des primes en rapport avec leur fonction, les patrons ne veulent rien céder.

Depuis plus de 4 mois, la SEMPA et les autorités gouvernementales impliqués dans la résolution de ce conflit essaient de narguer les travailleurs. Mais qu'ils se méfient car à force de mépriser les dockers ils vont finir par provoquer ce qu'ils ne veulent pas, à savoir : une plus forte mobilisation et une détermination encore plus grandes des dockers pour faire aboutir leurs légitimes revendications.

GRACE À LEUR MOBILISATION, LES TRAVAILLEURS DE LA SONITRA SE FONT RESPECTER.

Sur le chantier de la Sonitra pour la construction du nouveau siège de la CNPS au Plateau, qui est l'un des grands travaux actuellement en exécution à Abidjan, les conditions de travail sont des plus déplorables. Les travailleurs font des heures supplémentaires non payées ou mal payées. La sécurité est le dernier des soucis des patrons. Les salaires eux-mêmes sont dérisoires.

Face à cette situation, depuis plusieurs mois, les travailleurs ont commencé à s'organiser. Et pour mieux mener la lutte, ils ont fait appel à leur syndicat pour les aider.

Quand la direction a eu vent de cette organisation, elle a, par la voix de ses commis déguisés en tacherons, commencé par menacer les travailleurs de renvoi. Mais toute cette intimidation n'a pas freiné l'ardeur des travailleurs à s'organiser. Le patron a alors voulu couper court en interdisant toute réunion syndicale sur son chantier. Et le vendredi 3 avril, il inventa des raisons bidon pour mettre à la porte une dizaine de travailleurs. Evidemment, sur cette liste, ne

figuraient que les noms des délégués et des travailleurs les plus combattifs.

Les travailleurs qui avaient déjà eu connaissance de tout ce qui se tramait dans le bureau du patron, ont répondu le lendemain par un arrêt de travail. Ils ont exigé l'intégration de leurs collègues radiés avant toute reprise du travail.

Le lundi matin, la direction qui avait senti la grande colère des travailleurs, a compris que rien ne pouvait obliger ces derniers à reprendre le boulot si leurs collègues n'étaient pas intégrés. Alors, pour éviter une grève de plus de 200 personnes au Plateau en début de semaine qui pouvait aussi attirer la presse, elle a jugé bon de négocier. Les trois camions qui transportent les travailleurs ont été déviés à la direction de la Sonitra située sur la route d'Abobo. Ayant senti la forte détermination des travailleurs, la direction a reculé en acceptant l'intégration immédiate des travailleurs renvoyés. Elle a accordé aussi la liberté aux travailleurs de faire des réunions sur le chantier avec leur syndicat.

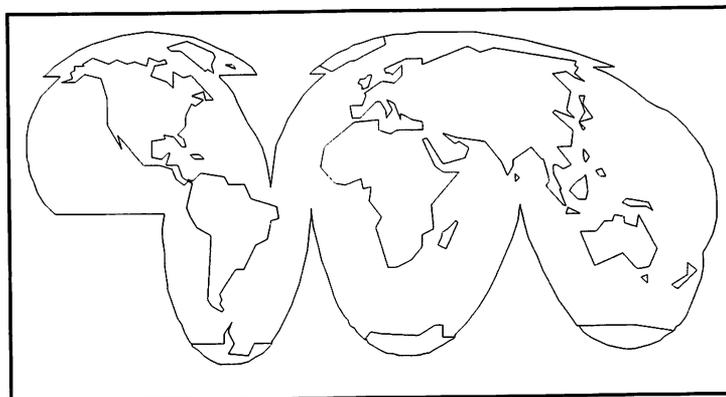
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Les travailleurs ont profité aussi de l'occasion pour déposer une liste de revendications composée de 6 points à savoir : le respect du barème, des heures supplémentaires, la déclaration à la CNPS, les primes de panier, de salissure, d'outillage, les indemnités de transport et la paie des salaires avec bulletins.

Pour ne pas répondre aux

revendications déposées, la direction essaye de faire diversion. Mais les travailleurs n'ont pas encore dit leur dernier mot. Ils savent que c'est seulement par la lutte et l'organisation qu'ils pourront arracher quelques avantages face aux patrons. C'est pourquoi ils continuent de se mobiliser pour la victoire.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

IL Y A 20 ANS ECLATAIT LE CONFLIT ENTRE LE SENEGAL ET LA MAURITANIE

Le 9 avril 1989, dans le village de Diawara (situé au Sénégal oriental), un banal conflit de voisinage entre bergers peuls et cultivateurs soninkés dégénéra et fit deux morts et plusieurs blessés. Ce fut le point de départ d'un affrontement meurtrier entre le Sénégal et la Mauritanie, deux pays riverains du fleuve Sénégal. Il se trouve que dans cette zone frontalière où est situé le village de Diawara, les bergers peuls nomades étaient de nationalité mauritanienne alors que les cultivateurs étaient des sénégalais. Mais les autorités des deux pays, au lieu de chercher à calmer l'esprit de ceux qui réclamaient « vengeance », mettaient au contraire de l'huile sur le feu. De part et d'autre les dirigeants politiques n'hésitaient pas à faire de la surenchère en accusant le voisin d'en face d'être le responsable de cette situation. Les discours nationalistes et guerriers des uns et des autres finirent par envenimer les relations entre les deux pays et ce sont les populations qui en firent les frais.

Quelques jours seulement après cet incident de Diawara la capitale sénégalaise fut le théâtre d'une violence inouïe à l'encontre des ressortissants mauritaniens. Leurs petites boutiques (épicerie, bijouterie), leurs petites échoppes de « dibiterie » (vente de viande grillée), furent pillées, incendiées. On s'en prenait même au petit vendeur d'eau qui avait comme seul tort d'être un « Naar » (terme sénégalais désignant un mauritanien). En réaction à cette violence on assista aux mêmes scènes à Nouakchott et dans les autres villes de la Mauritanie. Voici ce que rapportait le journal sénégalais *Le Soleil* du 24 avril 1989 : « A Dakar et à Nouakchott, les scènes de pillages ont été accompagnées d'actes de sauvagerie inouïe : corps

mutilés, têtes coupées, femmes éventrées, enfants égorgés, etc. ». Mais nulle part dans ce journal gouvernemental sénégalais (et pour cause) on ne pouvait lire une seule ligne dénonçant que cette violence, en tout cas du côté sénégalais, se faisait avec la complicité sinon active du moins tacite des forces de l'ordre.

L'origine du conflit

L'incident de Diawara en avril 1989 n'est pas la cause mais seulement l'élément déclencheur de la crise entre les deux pays. Il y avait déjà un conflit frontalier latent entre les deux pays séparés par le fleuve. Ils sont tous deux d'anciennes colonies françaises. Au moment de leur indépendance l'ancienne puissance coloniale a décidé que c'est le fleuve qui fera frontière entre les deux pays. Mais de part et d'autre vivent les mêmes ethnies. Certaines familles vivant sur la rive mauritanienne se sont vu attribuer la nationalité mauritanienne alors que celles vivant en face sont devenues sénégalaises. Avant l'indépendance c'est simplement le fleuve qui les séparait. Depuis c'est devenu une frontière avec toutes les tracasseries que cela entraîne.

De plus cette région du fleuve est depuis plusieurs siècles habitée à la fois par des populations noires autochtones et des populations blanches, d'abord berbères puis arabes, en provenance du nord. Les périodes de sécheresses successives qu'a connu l'ensemble du Sahel ont contribué à accentuer encore plus ces mouvements migratoires de même qu'à une certaine sédentarisation des nomades maures ; notamment dans les villes. La mise en valeur du fleuve

ainsi que la construction des barrages, comme celui de Diama, altéra encore plus l'équilibre précaire entre éleveurs et cultivateurs. A la suite de la réforme foncière de 1983 en Mauritanie, un nombre important de paysans transfrontaliers s'est retrouvé dans une situation juridique précaire. Les terres et les villages sur lesquels ils vivaient étaient convoités par d'autres qui trouvaient des appuis du côté des autorités mauritaniennes.

Auparavant, quand il y avait un conflit entre les cultivateurs et les éleveurs cela se réglait à l'amiable selon les pratiques coutumières. Mais les conflits tendaient à devenir plus nombreux de plus en plus tendus par un nouveau climat de frustration et de convoitise envenimant les relations entre les communautés.

Parallèlement, les relations entre les deux pays se sont dégradées. D'incidents en incidents, chaque Etat durcit ses positions en exacerbant ou en créant le sentiment ethniste ou nationaliste. Le tracé de la frontière entre les deux pays fait l'objet de contestation. Chacun l'interprète en sa faveur. Dès 1988, les incidents se multiplient. Quelques mois plus tard c'est la déflagration.

Les conséquences désastreuses pour les populations.

Les relations diplomatiques entre les deux pays ont été rompues du 21 août 1989 au 2 mai 1992. Bien qu'il y ait eu des tirs entre les militaires de chaque pays, notamment dans certaines zones frontalières, les deux armées ne sont pas entrées en guerre à proprement parler. En revanche les dirigeants des deux pays n'ont pas hésité à jeter de l'huile sur le feu dans les conflits entre les populations. Au Sénégal c'était Abdou Diouf qui était

au pouvoir et Abdoulaye Wade, l'actuel président, était alors son principal opposant. Ce dernier faisait feu de tout bois pour se montrer plus « patriotique » que Diouf. Il reprochait à celui-ci d'être trop « mou ». Il voulait que le Sénégal déclare la guerre à la Mauritanie. Ses partisans se faisaient remarquer par leurs ardeurs anti-mauritaniennes. Mais les autres dirigeants de l'opposition d'alors n'étaient pas de reste. Il y a certainement eu dans chaque pays un certain nombre de personnes qui n'épousaient pas les sentiments de haine ambiants. Mais ce sont les voix et les faits des va-t-en-guerre qu'on a le plus entendu et vu. Pour ce qui concerne le Sénégal, le gouvernement d'alors porte toute sa responsabilité dans ce massacre, mais l'opposition officielle a aussi sa propre responsabilité.

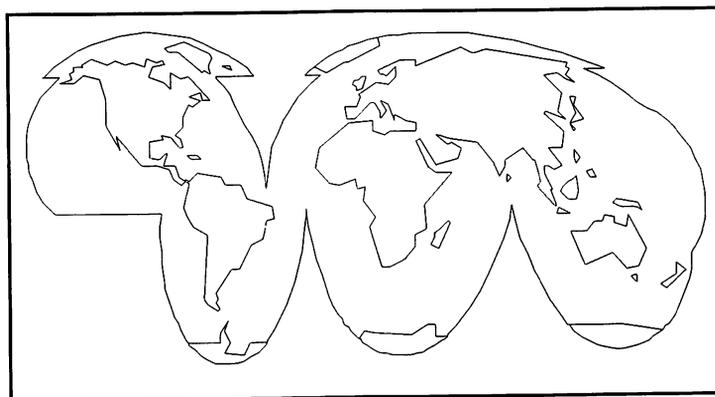
Il est difficile de connaître le nombre exact de victimes de ces affrontements. Peut-être des centaines. Le nombre de ressortissants mauritaniens expulsés du Sénégal ou ayant réussi à s'échapper est officiellement chiffré à 160 000 alors que 70 000 sénégalais résidants en Mauritanie ont été rapatriés vers leur pays. A ceux-là s'ajoutent plusieurs dizaines de milliers de négro-mauritaniens qui ont été contraints de fuir leurs villages pour aller se réfugier au Sénégal ou au Mali. La plupart d'entre eux sont toujours des réfugiés. Leurs terres et certains de leurs biens sont toujours confisqués. Tous les régimes qui se sont succédé depuis Ould Taya ont promis de remédier cet épineux problème. Mais jusqu'ici il n'y a eu que des promesses non tenues. De leur côté les autorités mauritaniennes demandent à leurs homologues sénégalaises de régler la question de

l'indemnisation des ressortissants mauritaniens dont les biens ont été pillés au Sénégal. Jusqu'aujourd'hui les relations entre les deux pays sont entachées par ces événements tragiques.

L'avenir des populations des deux pays passe par les liens de fraternité. Les travailleurs, les petits paysans, les petits pêcheurs vivent la même misère. Ils ont en face d'eux des gouvernements qui ne se soucient aucunement de leurs intérêts. La seule préoccupation de ceux qui gouvernent

c'est leurs privilèges. Ils se servent directement dans les caisses de l'Etat. Ils bénéficient des appuis des grandes puissances parce qu'ils permettent le pillage des ressources naturelles et l'exploitation des populations. Dans leurs luttes futures pour leur émancipation, les travailleurs, les petits paysans et l'ensemble des déshérités auront besoin d'unir leur force pour vaincre leurs ennemis communs. Et cette frontière héritée de la colonisation fait partie des obstacles à l'unification de leurs luttes futures. Ils auront à l'abolir.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation